



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 13 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

15 rue Henri Dagalier
38100 Grenoble

Références : 2025-7_INSP_RAP_AS_LHOIST (Jametière) - Torcé
Code AIOT : 0006302786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2025 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie
- Code AIOT : 0006302786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de calcaire autorisée en 2022 sur une surface d'environ 102 ha (dont 45 ha d'extraction), pour une durée de 30 ans et une production max. de 800 000 t/an destinée à alimentation les usines de production de chaux et d'amendements calciques des sociétés LHOIST à Neau et PIGEON CHAUX à Vaiges. L'exploitation de cette carrière se fait en sous-traitance auprès de la société PIGEON CARRIERES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
9	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 2.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zone humide	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Création de mares	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
4	Gestion des piézomètres	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	/	Levée de mise en demeure
6	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 06/12/2023, pris à la suite de la visite du 28/06/2023 de suivi de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022, avait relevé des non-conformités dans l'application des prescriptions encadrant l'exploitation de la carrière, notamment sur le volet eau.

La visite du 22/05/2024 avait montré que de nombreux écarts avaient été résorbés ou en bonne voie de l'être avec l'engagement de travaux et que plusieurs prescriptions visées par la mise en demeure étaient satisfaisantes. Toutefois, il était apparu que l'établissement nécessitait une nouvelle visite pour lever définitivement cet arrêté de mise en demeure.

Cette visite du 08/01/2025 avait pour objet de solder les derniers écarts relevés par la mise en demeure restée en suspend ainsi que les points de contrôles de la visite du 22/05/2024 susceptibles d'en devenir. En conclusion de cette inspection, l'inspection propose de lever la mise en demeure de l'arrêté du 06/12/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone humide

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en place des clôtures autant que de besoin autour des milieux à éviter, et en particulier au niveau de la zone humide de l'ordre de 3150 m ² , identifiée à l'Est du stockage de stériles Nord
Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponses du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité et assurer notamment la mise en place de la clôture commandée. En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « <i>Selon la topographie du champ de la zone humide, nous n'avons pas mis de merlon côté Est, ni sur la partie Nord pour maintenir l'impluvium naturel. Les merlons sur la partie Sud et Ouest seront maintenus pour assurer la sécurité des engins de carrière lors des croisements pour qu'ils n'empiètent pas sur la zone humide. Des exutoires d'évacuation des eaux de ruissellement sont positionnés au niveau du merlon sur la partie sud afin de maintenir la sécurité de la piste, d'autres exutoires seront créés côté Ouest. Ce merlon permettra également de faire un piège à blocs lorsque la verse sera en phase terminale de comblement afin d'éviter le déboulement de blocs à l'intérieur de la zone humide. Pour la clôture, nous allons l'implanter tout autour de la zone humide. Pour la partie Est de la zone humide, nous allons mettre la clôture à l'Est de la haie et du ruisseau pour faciliter l'entretien. Elle sera réalisée avec clôtures type piquets bois trois fils lisses. La clôture sera installée pour fin janvier 2024.</i> »
Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – La zone humide est une bande de végétaux enclavée entre une haie naturelle (qui constitue la limite du périmètre autorisé de la carrière) et la piste de desserte de la verse actuellement en exploitation. En outre, cette piste conduit au chantier de recherches archéologiques aujourd'hui achevé dont les thermes romains mis à jour ont été remis en terre afin d'en assurer la conservation. Côté exploitation, la zone humide est longée par une piste dédiée aux véhicules légers, protégée par un merlon et des clôtures, dont l'installation avait pris du retard en raison des mauvaises conditions météorologiques et du manque de disponibilité de l'intervenant. Constats – Avec la construction de la clôture de protection de cette humide à l'Ouest, cette dernière est désormais complètement protégée tel que le prescrit l'article 3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022. La mise en demeure, relative à la clôture de protection de la zone humide du secteur Nord, prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06/12/2023, peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Création de mares

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée – Mesures compensatoires : Création de mares favorables à la reproduction des amphibiens. Dès la première période favorable (allant septembre et janvier) suivant la notification du présent arrêté, pour compenser les impacts résiduels sur les amphibiens, dix mares de 50 m ² sont créées au Sud-Ouest du site, en pied du merlon Sud et avant tout comblement des bassins actuels (cf. § mesure de réduction R1) qui sont fréquentés par ces espèces. Une autre mare sera créée au Nord-Ouest du site, au niveau des 3 bassins des eaux d'exhaure, alimentée par des surverses des eaux d'exhaure. [...]

L'exploitant [...] s'assure que les mares créées sont suffisamment alimentées en eau notamment pendant les hivers secs et met en œuvre les mesures nécessaires le cas échéant. En période de reproduction des batraciens (de janvier à juillet), l'exploitant réalise sur cet aspect un suivi des mares compensatoires toutes les 2 semaines (voire chaque semaine en période sèche) et un apport d'eau en cas de baisse du niveau.

Ces mares sont protégées par des clôtures barbelées pour éviter toutes dégradations.

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'inspection des installations classées avait relevé que l'autorisation ayant été accordée le 14/12/2022, la première période favorable suivant la notification de l'autorisation ne débiterait qu'en septembre 2023 et qu'aucun comblement des bassins actuels fréquentés par des amphibiens n'avait eu lieu.

L'emplacement initialement prévu pour la création de 10 mares compensatoires favorables à la reproduction des amphibiens était inadapté. Des travaux de substitution avaient été engagés sans information préalable de l'administration, l'inspection avait alors conclu qu'un porter à connaissance (PAC) était nécessaire à la prise en compte de cette situation nouvelle qui pourrait appeler une évolution du règlement de la carrière et de la dérogation relative aux espèces protégées.

En réponse à ce constat, à la suite de cette analyse, l'exploitant a indiqué que « *Les travaux de création des mares en partie Sud de la carrière débuteront dès le début de l'année 2024, par étape, sous couvert des conseils techniques d'exécution de l'association Mayenne Environnement (MNE) pour une réalisation effective en septembre 2024. En pratique, les mares seront réalisées avec des bâches étanches pour assurer le maintien de l'eau. Il est apparu que la zone initiale dédiée aux mares ne faisait que 4 à 8 m de large, rendant difficiles des réalisations de 50 m², ce qui conduirait à devoir implanter leur clôture en dehors de la limite d'autorisation. Un PAC serait adressé pour fin novembre 2023.* »

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – Concernant les compensations favorables à la reproduction des amphibiens, une mare est fonctionnelle à proximité immédiate du poste de relevage des eaux de réinjection, en secteur Nord-Ouest de la carrière. Elle est clôturée et possiblement réalimentée par l'exhaure. Deux taxons ont été vus pendant la visite. L'exploitant indique avoir utilisé des argiles de la carrière pour la construire, et, malgré leur bon coefficient de perméabilité mesuré à 1.10⁻¹¹ m/s, a dû s'y reprendre à 3 reprises pour obtenir un résultat satisfaisant (leur maintien en eau).

Les travaux, relatifs à 7 autres mares, se sont heurtés à des qualités de terrains et de matériaux peu propices. Les travaux conduits en 2024, dont le déplacement de leur implantation dans la même zone en pied de merlon Sud sur des propriétés foncières de la société LHOIST, le renforcement de l'étanchéité et une alimentation d'eau par appoint, ont rendu ces mares opérationnelles, des grenouilles vertes et des têtards y ont été observés.

L'exploitant a transmis le rapport (transmis) de la DDT du 13/03/2024 de sa visite du 22/11/2023, réalisé au titre du suivi de son arrêté de dérogation des espèces protégées du 15/06/2022, accompagné d'un mémoire relatif à l'accompagnement de la mise en œuvre des mesures compensatoires rédigé par Mayenne Nature Environnement (MNE) ainsi qu'un porté à connaissances de la DDT visant à les modifier, en raison de difficultés de construction rencontrées, l'implantation des mesures compensatoires (transmis).

Constats – A titre de la prescription contrôlée, l'exploitant a mis en service 7 mares en secteur Sud dont la surface totale correspond à celle des 10 mares prescrites protégées et a protégé cette zone par une clôture.

L'exploitant a, par ailleurs, engagé la reconstruction de 3 autres mares (initialement inopérantes), ce qui répondra au nombre d'ouvrages prescrits et dépassera la surface totale attendue de ces mesures compensatoires (les travaux ont été constatés en cours de réalisation).

Conformément à son PAC, dont la transmission a été décalée au 29/04/2024 en raison des difficultés rencontrées dans la conception et la construction, l'exploitant a procédé à la réalisation des mesures compensatoires prescrites sous couvert des recommandations de l'association de défense de l'environnement Mayenne Nature Environnement.

L'exploitant a mis en place une convention de suivis des enjeux environnementaux avec MNE

(transmise).

Considérant les constats de cette visite et les documents communiqués, **l'inspection des installations classées considère les écarts relevés au cours des visites précédentes sur les mares sont levés.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux
<p>Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en procédant à l'entretien des rétentions, en particulier au nettoyage de celles de l'atelier sous les fûts d'huiles.</p> <p>La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 6 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en limitant les arrivées d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués au niveau de l'aire de ravitaillement.</p>
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « <i>l'entreprise Pigeon Carrières va nettoyer les bacs de rétention, enlever les cuves d'huiles de vidange usagées et remettre à propre la dalle sous l'appentis avant fin novembre 2023 (constats de salissures et de présence de produits absorbants dans les cuvettes de rétention). Des travaux sont d'ores-et-déjà engagés avec l'évacuation de l'ancienne cuve d'hydrocarbures.</i></p> <p><i>L'exploitant indique avoir programmé les travaux de construction d'un caniveau et ses bordures en mars 2024 (limitation des arrivées d'eaux pluviales).</i> »</p> <p>Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – La zone technique (aire de lavage, distribution et stockages d'hydrocarbures, déchets...), principalement utilisée par la société PIGEON CARRIERES en tant que sous-traitant pour l'exploitation de la carrière, est entretenue et les salissures constatées au cours de la visite du 28/06/2023 ont été nettoyées et les bacs de rétention ont été vidangés.</p> <p>Les aménagements de cette zone technique permettent de contenir les pollutions susceptibles d'apparaître (égouttures, rinçages météoriques, pertes d'un contenant d'hydrocarbures), de les canaliser en son point bas et de les traiter ou contenir dans le séparateur d'hydrocarbures installé en sortie de la plate-forme.</p> <p>Des engagements ont, par ailleurs, été pris améliorer l'entretien de la zone technique dont la réduction de l'encrassement par les apports des véhicules qui la fréquentent, la gestion du parc de déchets trop encombré et des conditions de stockages avant enlèvement inadéquates.</p> <p>Constats – En complément des constats faits au cours de l'inspection du 22/05/2024, la plate-forme technique est apparue propre, plusieurs bennes de déchets ont été implantées dont une couverte pour les déchets tout-venants et le parc à ferrailles a été considérablement réduit.</p> <p>Par ailleurs, les déchets dangereux, entreposés à l'abri sont repérés, isolés et en rétention. L'atelier de maintenance est nettoyé.</p> <p>Considérant ces constats, la mise en demeure, relative à la gestion des déchets et de l'atelier de maintenance, prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06/12/2023, peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux
Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en conformité les têtes des piézomètres avec l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant notamment les prescriptions générales applicables à ce type d'ouvrage.
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « <i>les travaux relatifs à la remise en état des piézomètres dont, la tête du PZ1 refaite provisoirement, le couvercle du NPZ6 rebouché, les ouvrages à repérer à la peinture métallique, toutes les margelles à réaliser (sauf NPZI, NPZ2 et PZ2bis aux normes) et les têtes des piézomètres (PZ5 et PZI) manquantes à poser pour la fin d'année 2023.</i></p> <p><i>Les non-conformités observées sur les 11 piézomètres suivis concernaient l'absence de margelle, la présence de margelles de dimensions non conformes, des têtes de piézomètres non conforme en hauteur, un capot de fermeture troué, les têtes de PZ1 et PZ5 suite à un débroussaillage, aucun ouvrage identifié. »</i></p> <p>Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – Les travaux, retardés par les conditions météorologiques, ont été engagés afin de remettre en état les têtes de piézomètres qui seront par la suite repérées. Ces réparations sont en cours d'achèvement dont la réfection d'un certain nombre de margelles de protection. Les propositions de l'exploitant n'appellent pas d'observation mais la mise en demeure relative à la conformité des têtes de piézomètres, prescrite à l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levée tant que les travaux de remise en état de la totalité des têtes de tous les piézomètres ne sont pas totalement réalisés. Il peut toutefois être considéré que les travaux correspondants seront achevés prochainement.</p> <p>Des engagements étaient pris pour mettre en conformité l'ensemble des ouvrages (têtes et margelles).</p> <p>Constats – Les ouvrages de contrôles des eaux souterraines ont été vus par sondage. Les piézomètres disposent d'une margelle, de section carrée de 1,5 m de côté, visant à éviter l'infiltration des eaux de surfaces. Ils sont équipés de caches de protection cadenassé, repérés par des plaques nominative et dispose d'un fourreau à proximité qui accueillera, à terme, des mâts de signalisation de leur position.</p> <p>La tête de piézomètre PZ1 endommagés par les travaux de fauches a été remplacée, les travaux sur le PZ5 seront prochainement achevés (le cache de protection est en commande, dans l'attente un cache provisoire est posé), les margelles des anciens ouvrages ont été mises aux normes (agrandissement), une restante en phase de finition de travaux.</p> <p>Considérant ces constats, la mise en demeure, relative à l'entretien des ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines, prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06/12/2023, peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Prescriptions contrôlées – [...] L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à supprimer l'usage d'eau potable dans les installations. L'étude examine pour chacun des usages de l'eau la possibilité d'y substituer de l'eau provenant du site, elle évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années.

Cette étude technico-économique examine également la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs d'arrosage fixes au niveau des secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières (notamment les pistes et les aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées). Elle identifie les secteurs concernés et évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années [...]

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité en prenant les dispositions nécessaires pour justifier des volumes d'eau destinés au lavage des matériaux et en complétant l'étude technico-économique avec l'ensemble des éléments prescrits.

En réponse à cet écart, l'exploitant indique que « *Le débitmètre du lavage des matériaux a été installé en septembre 2023 et que les premières mesures ont été transmises.*

L'installation prévue pour l'arrosage des installations avec de l'eau d'exhaure prévoit bien la présence de raccord en « Te » pour diriger les eaux également vers la piste principale pour un possible arrosage fixe futur de la piste de roulage. A ce jour, les secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières, notamment pistes et les aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées, sont traitées à l'aide d'une cuve à eau mobile lorsque cela est nécessaire. Cette mesure nous permet d'être conforme sur l'ensemble de la carrière, notamment la piste de découverte (Sud). »

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – Tous les usages d'eaux dans la carrière (hors eaux sanitaires) sont satisfaits par des prélèvements faits dans les exhaures et les eaux de ruissellements collectées dans la fosse d'extraction sauf le rabattement des poussières du primaire encore alimenté par le réseau d'adduction public. En 2022, ce dernier représentait environ 3 000 m³ (soit 12 m³/j en moyenne) duquel il convient de soustraire les consommations sanitaires estimées à près de 400 m³/an.

La suppression de ce prélèvement a été retardée, notamment en raison du manque de disponibilité de l'intervenant, la société FELDAS MASSON, spécialisée dans les réseaux d'eaux potables.

Par contre les débitmètres sont installés sur les autres postes de consommation.

Constats – L'exploitant indique que les travaux préparatoires à cette réalisation sont réalisés (terrassements) et le matériel est commandé (débitmètres).

En l'état, tant que les travaux relatifs à la substitution de l'alimentation en eau potable du rabattement du primaire n'est pas effectivement réalisé, ce point de l'inspection 2024 ne peut pas être levé.

Demandes à l'exploitant – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'exécution de ces travaux sous 3 mois (avant le début de la période sèche afin de réserver les capacités du réseau d'adduction aux besoins de la population).

A l'occasion de sa réponse, il est attendu que l'exploitant présente un point d'avancement du développement du logiciel de supervision des débitmètres à distance dont l'objectif est d'intégrer le suivi des consommations à son logiciel d'hypervision, un projet LHOIST déjà évoqué en 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux – Dispositions générales

Prescriptions contrôlées – [...] Les eaux de lavage des matériaux (eaux de procédé), sont utilisées en circuit fermé. L'installation de lavage des matériaux (traitement tertiaire) est alimentée en eau par pompage dans un bassin d'eau claire d'une capacité adaptée implantée au Sud-Est de la

plateforme des installations de traitement des matériaux. Les eaux chargées après utilisation dans l'installation de traitement sont ensuite dirigées vers deux bassins de décantation successifs de capacités adaptées. Les eaux décantées sortant de ces bassins sont ensuite renvoyées vers le bassin d'eau claire. Il n'existe pas de rejet en fonctionnement normal des installations. Le bassin d'eau claire dispose néanmoins d'un trop plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées [...]

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit apporter des explications concernant la gestion du trop-plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées, prescrit au niveau du bassin d'eau claire. Le cas échéant, une mise en conformité doit être effectuée. Il n'y a pas de rejet des eaux de procédé toutefois, un curage des 2 premiers bassins de décantation semble souhaitable pour améliorer la décantation et restaurer la capacité utile des bassins.

En réponse à ce constat, l'exploitant indique qu'« *il va vérifier l'étanchéité de la vanne du trop-plein d'orage pour fin novembre 2023 et l'équiper d'un déshuileur. L'exploitant précise également que le curage des bassins est réalisé régulièrement, tous les deux mois voir mensuellement selon l'activité du lavage de pierres. Le dernier curage date du 21/08/2023* ».

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – Le bassin d'eaux claires de la station de lavage des matériaux dispose effectivement d'une possibilité d'évacuer un trop plein éventuel d'eaux indépendamment de la régulation des appoints pour compenser l'évaporation et les entraînements qui représentent près de 40 % des volumes de la station.

Ce dispositif de gestion du trop plein comprend une vanne fermée en permanence dont l'exutoire débouche dans un bassin de 150 m² (estimé à 300 m³) et un séparateur d'hydrocarbures non encore installé. Ce dispositif historique, qui date de la construction de la station de lavage, a une fonction de sécurité, par exemple en cas d'épisode décennal, afin de préserver l'ouvrage

L'exploitant a demandé un délai de 6 mois pour investiguer les circuits d'eau et présenter une analyse quant au devenir du trop-plein du bassin d'eaux claires de la station de lavage des matériaux.

Constats – Considérant un épisode météorologique décennal puisque la station de lavage capte les eaux de ruissellements du bassin versant sur lequel elle est implantée et la régulation du bassin d'eau claire, l'exploitant considère pouvoir conserver en toutes circonstances un volume disposer un volume disponible suffisant pour contenir la totalité des excédents que le trop-plein aurait pour fonction d'évacuer.

Par conséquent, **l'exploitant abandonne ce dispositif d'évacuation des trop pleins et procédera à la condamnation de la vanne d'évacuation. Il a été rappelé que la manœuvre de cette dernière ne pourra pas être facilement accessible et que la dégradation de son état ne doit pas présenter de risque pour l'ouvrage et l'environnement.**

Cette modification pourra être prise en compte dans le règlement du site (article 6.2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022) à l'occasion d'une mise à jour ultérieure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux – Points de rejets (hors réinjection)

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 2 mois, les dispositions de l'article 6.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant son circuit des eaux en conformité avec l'autorisation d'exploiter en supprimant le rejet "secondaire" à l'extérieur des eaux provenant des rotoluves. Le cas échéant, l'exploitant porte à la connaissance du préfet les évolutions par rapport au dossier initial avec les éléments d'appréciation (les conditions de pompages, traitement, rejet, suivi...) conformément à l'article 1.4.2 de l'arrêté du 14/12/2022 susvisé (cf. articles 6.2.4 et 6.2.7.1)

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique qu'« *un PAC sera prochainement transmis en lien avec la réponse faite au point de contrôle n° 6, relatif à la mise à jour du plan de gestion des eaux* ».

Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif à la prise en compte des dispositions de l'arrêté référencé, l'exploitant indique que « *les travaux de mise en place d'un déshuileur pour traiter les eaux du rotoluve seront réalisés au cours de l'année 2024.* »

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – Le rotoluve fonctionne en circuit fermé et dispose d'un trop-plein qui se déverse dans un bassin de décantation non équipé pour le traitement des hydrocarbures. Par conséquent, la proposition de l'exploitant n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

L'exploitant a indiqué que le déshuileur serait posé le 30/09/2024.

Constats – Le séparateur d'hydrocarbures spécifique au traitement des excédents du rotoluve est en place. Ainsi, **la mise en demeure, relative au traitement des excédents du rotoluve avant rejet dans le milieu naturel, prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06/12/2023, peut être levée.**

A noter que ce rejet concerne uniquement les excédents du bassin tampon du rotoluve liés à la collecte excessive d'eaux météoriques, désormais traité dans un séparateur d'hydrocarbures. Ce rejet est effectué dans le fossé Nord qui borde le merlon périphérique de la carrière qui rejoint les flux de la carrière, les fossés de bords de routes et le ru de La Fertinière avant raccordement à l'Ambriers.

Cette modification pourra être prise en compte dans le règlement du site (article 6.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022) à l'occasion d'une mise à jour ultérieure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 6.2.9.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en corrigeant les résultats de ses tableaux de suivis de niveaux d'eau et en confirmant que ces niveaux sont bien exprimés en m NGF

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité en effectuant les suivis du niveau d'eau dans les puits (P15, P21, P73, P87 et P92) où une surveillance est prescrite. Il doit corriger les résultats dans son tableau de suivi et confirmer que les niveaux d'eau sont bien exprimés en m NGF et réaliser l'analyse annuelle à venir en période de basses eaux dans tous les piézomètres concernés (pH, température, MEST, DCO, nitrates et hydrocarbures) pour laquelle elle est prescrite (notamment PZ2 (devenu PZ2 bis), Npz1 et Npz2).

En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « *Les mesures de niveau d'eau seront transmises fin octobre 2023 pour les puits P15 et P73/87 (nommé différemment selon les plans). Les puits suivants sont introuvables P21, P73 et P15/38 et le puits P92 présente un risque de chute (cuvelage en mauvais état), n'est pas accessible et son fond n'est pas sondable. En conséquence, l'exploitant propose de réaliser des forages de profondeur équivalente (20 m) dans un rayon de 20 m autour du puits positionnés sur plan (réalisation 2024).*

Le tableau de suivi sera corrigé et les niveaux en m NGF seront précisés pour fin octobre 2023.

Les analyses de qualité des eaux dans les piézomètres ont été réalisées le 05/09/23 lors de la période des basses eaux par l'entreprise GEO+ ENVIRONNEMENT. »

Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif au suivi des piézomètres et des puits, l'exploitant confirme que « *les mesures de niveaux d'eau sont exprimées en m NGF et s'engage à refaire les puits 21 et 73 restés introuvables dès que possible dans le courant de l'année 2024. Pour le puits 87, la trappe très lourde est inadaptée à la prise de mesure, un devis est attendu pour faire*

un trou dans la dalle et installer un clapet de fermeture pour éviter toute pollution. Les travaux seront réalisés fin février 2024.

Le puits 92 est toujours à sec et en mauvais état. »

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – La première campagne d'analyse des eaux souterraines et de réinjection montre des mesures satisfaisantes pour l'ensemble des paramètres à surveiller.

L'exploitant a proposé de remplacer les puits P21 et P73, restés introuvables, par les puits P20 et P143, une proposition acceptée sous réserve de l'avis favorable de l'hydrogéologue et de l'autorisation de l'agriculteur exploitant du terrain sur lequel ils sont implantés.

Constats – Le plan de surveillance des eaux souterraines a fait l'objet d'une mise à jour concernant le suivi des ouvrages (piézomètres et puits), leur identification (plaques de repérage), d'entretien de leur accès et de leur situation.

Pour éviter la persistance des confusions apparues dans leur nomination selon les documents utilisés, l'exploitant a procédé de mettre à disposition une synthèse des ouvrages de surveillance des eaux souterraines comprenant une mise à jour de leur implantation et de leur repérage.

Ainsi, la mise en demeure, relative à la mise à jour du plan de surveillance des eaux souterraines, prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06/12/2023, peut être levée.

Selon l'avis de l'hydrogéologue agréé, le cabinet PIVETTE, la substitution des puits P21 et P73, introuvables, par les puits P20 et P143, repérés sur les cartes, est en principe envisageable dans la mesure où ces derniers présentent les mêmes caractéristiques et sont situés dans le même secteur géographique. Toutefois, l'un d'entre eux semble également difficile à trouver sur le terrain. Il convient que l'exploitant s'assure qu'un ouvrage de suivi dans ce secteur est suffisant ou intègre un ouvrage complémentaire accessible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau

Prescriptions contrôlées – [...] Les eaux nécessaires au fonctionnement des installations pour le lavage des matériaux (eaux de procédé) sont uniquement des eaux non polluées collectées (ruissellement) sur le site ou des eaux d'exhaure du site [...]. Cet appoint provient d'eaux de la carrière prélevées à hauteur de 64 680 m³/an.

Retours sur la visite du 22/05/2024 (réponses du 27/05/2024 et 01/07/2024) – L'exploitant a signalé un incident sur le circuit d'eau d'appoint de la station de lavage des matériaux laissant apparaître une fuite importante affectant, a priori, la structure des bassins de décantation des eaux. Cet incident a été résorbé mais l'importance de la fuite avant sa réparation a conduit l'exploitant à demander une autorisation temporaire de consommation d'eau supplémentaire de 23 000 m³, accordé par un don acte du 14/06/2024.

Constats – Les appoints supplémentaires effectivement consommés ont été de l'ordre de 5 000 m³ sur l'autorisation de consommation accordée de 23 000 m³ supplémentaires, bien inférieurs aux estimations de consommations attendues. La station de lavage fonctionne en circuit fermé. Le recyclage représente 60 % en volume et les appoints nécessités par les curages, les entraînements des matériaux et l'évaporation représentent 40 % du volume, piloté par des mesures permanentes de niveaux dans le bassin d'eau claires.

Demandes à l'exploitant – Il apparaît donc que les besoins de la station de lavage sont moindres que l'autorisation accordée de 64 680 m³/an (hors incident). Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réévaluer les besoins de la station de lavage.

Cette demande s'inscrit dans une démarche d'économie de la ressource à faire valoir dans le plan d'actions « sécheresse » de réduction des prélèvements dans les exhaures.

Le cas échéant, l'évolution de la consommation de la station de lavage pourra être prise en compte dans le règlement du site (article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022) à l'occasion d'une mise à jour ultérieure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois